



FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE
éducation recherche culture insertion formation

FSU LORRAINE

DECLARATION FSU LORRAINE

CTPA du 9 décembre 2010 sur la formation professionnelle

La FSU LORRAINE s'interroge sur l'objectif de cette séance : s'agit-il d'un moment de concertation pour enrichir la contribution de l'Etat au CPRDFP ou s'agit-il d'une information aux représentants des personnels ?

Formuler des propositions se révèle ici et aujourd'hui un exercice difficile que la FSU LORRAINE est prête pourtant à assurer.

Nous soulignons la difficulté d'une réception bien trop précoce des documents, qui nous a contraints à nous replonger dans leur lecture. [NdR : Les documents ont été reçus le 7 décembre en fin d'après – midi !]

Nous nous excusons de ne pas avoir souligné dans des délais raisonnables les quelques coquilles d'imprimerie que nous pouvons trouver dans ce document : Pôle de compétence(s) doit - il être compris au singulier ou au pluriel ? N'est – ce d'ailleurs qu'une erreur ou une hésitation entre compétence au sens de l'acquisition d'une simple certification guidée par l'employabilité ou compétences au sens d'une qualification à acquérir ?

Nous avons des craintes que l'Education Nationale soit mortelle. Elles semblent confirmées à la lecture du texte (III- 1 : Renforcer la mission d'information et d'orientation tout au long de la vie de l' Education Nationale)

Cette contribution évoque le mixage des publics en précisant que cela ne constitue pas une réponse « magique » à toutes les situations, mais quelle en est la limite ? Est-ce une réponse au gisement d'emploi ? Quelle est l'utilisation des données par filières ? S'agit il d'un outil pour trouver les gisements d'emplois permettant de préparer la rentrée 2011 (cf. taux de pression) y compris dans le privé ?

Nous dénonçons la volonté de développer l'apprentissage en particulier au niveau III au détriment de la formation publique sous statut scolaire. Existe -t-il des possibilités d'ouvertures de sections y compris sous statuts scolaires ? (ex sanitaire et social, commerce international, tourisme) ?

Où est la pertinence d'augmenter la part de l'apprentissage notamment niveau III : face la situation économique de la Lorraine ?

A l'avenir comment se décideront les ouvertures et fermetures de formations ? Quels sont les critères et les instances qui permettent de déterminer les filières porteuses d'emploi ? Quelles sont clairement ces filières ?

Quel intérêt des données par BEF ? Les données établies par BEF laissent-elles supposer des dotations différenciées ?

Quelle méthode sera suivie cette année ? Les réunions par bassins organisées par la région et le Rectorat vont -elles se poursuivre ?

La mobilité des élèves est citée mais rien n'est dit sur les principes et sa mise en oeuvre, Oubli conscient ou inconscient ?

Quel rôle pour les CIO ? Quel est l'avenir des CIO confrontés aux projets de restructurations du réseau notamment en 57 ?

Le document préparatoire évoque « une régulation de l'offre de formation en fonction des besoins des entreprises » et l'annexe sur les lycées des métiers retient comme enjeu « une réponse aux exigences des entreprises ». Est ce le rôle de l'École ? Cette contribution est délibérément tournée vers les intérêts économiques locaux et présents. La FSU soutient que l'Éducation Nationale doit d'abord offrir une formation générale et professionnelle ouverte sur l'avenir, fondée sur la diversité d'accès aux formations professionnelles publiques, et sur des qualifications reconnues sur tout le territoire.

Nancy, jeudi 9 décembre 2010